

Le stage compétences

Le concept de compétence est défini comme un savoir-faire par les progressistes du XXème siècle qui se sont penchés sur la question de l'éducation : les psychologues du développement de l'enfant, Piaget, et les marxistes Vigotsky et Wallon, le pédagogue Freinet et plus tardivement le sociologue Bourdieu.

Et puis, une version patronale, reprenant le même mot avec un sens différent émerge dès les années 70. Elle vient de l'entreprise : il apparaît, dans les accords de classification, la volonté de passer d'une logique de poste de travail à une logique de qualification de l'individu. La compétence patronale, vendue comme étant le contraire du taylorisme, est en fait dès le début, une volonté de parcellisation, d'atomisation des savoir-faire. Ces compétences sont destinées à devenir l'unique patrimoine acquis de nombre de collégiens, dans une perspective d'adaptation aux changements des besoins du patronat à partir des années 2000 (des emplois peu ou pas qualifiés, disait l'OCDE en 2005). Tel a une compétence, tel autre en a une deuxième, mais la réalité des travailleurs adaptables, n'est pas qu'ils sont autonomes et peuvent « changer de métier », mais qu'ils sont corvéables et, tels le citron, sont pressés tant qu'ils ont du jus et jetés ensuite.

Ces compétences arrivent à l'école. Puis grâce au LPC (Livret personnel de compétences) elles gagnent le collège et les lycée généraux et technologiques et les lycées professionnels.

Le LSU (Livret Scolaire Unique) fait définitivement entrer l'évaluation par compétence au collège ; le lien au brevet a créé une obligation. Les grilles d'évaluation, par exemple du bac pro MELEC sont composées uniquement de tâches, des mini-compétences. Le LGT lui-même n'est pas épargné. Et partout l'idéologie officielle nous distille sa chanson : c'est pour le bien des élèves, c'est plus juste que les notes ; alors même qu'au final, une note est quand même générée. La classe à l'envers ou encore les tâches complexes qui accompagnent ces compétences lorsque elles fonctionnent un peu ne font que creuser les écarts. Les enseignants deviennent des évaluateurs, des gens à qui on demande de regarder ce que font les élèves sans jamais rien leur apporter.

C'est donc à partir de ce thème que nous avons bâti un stage national qui a été déjà mis en pratique dans cinq départements et/ou académies.

Il fonctionne de manière interactive : une brève présentation et on étudie les fiches du document (les compétences patronales, les compétences des constructivistes, les leurres, le rapport à la transmission des savoirs, quelques écrits de la CGT Educ'Action et une 6^{ème}, nouvelle, sur les neurosciences). Tout le monde lit et ensuite, les gens réagissent. Un débat s'instaure. Les animateurs du stage se contentent d'intervenir dans le débat, parfois pour le ramener vers le sujet, parfois pour apporter des précisions, parfois pour donner leur avis. La forme est essentielle, pas de diaporama, mais un acte de lecture de tous les stagiaires. Le format du stage permet une co-construction, à l'instar de ce que disent les textes de la CGT Educ. A noter aussi que la lecture des documents constitue un moment de silence fort.

Nous avons connu des débats au collège sur la substitution des compétences aux notes, liée à une baisse des exigences, sur une défaite annoncée avec le poids de l'argument brevet et chef d'établissement ; au lycée professionnel sur l'évolution des consignes officielles de la conduite de classe en atelier, sur les tâches des parties professionnelles des bac pro et des CAP ; à l'école sur le LSU et le fichage continu. Le déroulé du stage a permis un important et intéressant débat sur le sens de l'école qui peut pousser loin la réflexion.

Une question a traversé tous les stages, même si elle n'a pas été abordée partout de la même façon : que faire pour riposter ? Que dire à nos collègues pour les convaincre, surtout dans le contexte d'une bataille idéologique pour le moment perdue, en tout cas au collège ?

Partout, nous avons pu poser ce débat, à chaque fois à la demande des stagiaires, et partout un début de réflexion a été engagé sur ce qu'il faudrait dire et même sur ce qu'il ne faudrait pas dire en premier.